

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1351

[C — 2008/29205]

14 MAART 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verdeling van de punten van de overeenkomst « Onderwijs nr. 06464 » Steun voor de tewerkstellingsbevordering Onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 29 april 2004 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de nadere regels voor de toekenning van tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door werkgevers van de onderwijssector overeenkomstig artikel 4 van het Waals decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de overeenkomst Steun voor de tewerkstellingsbevordering Nr. 06464;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 februari 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 februari 2008;

Op de voordracht van de Minister-Presidente belast met het Leerplichtonderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2008;

Besluit :

Artikel 1. De verdeling van de punten voor de Steun voor de tewerkstellingsbevordering bedoeld in artikel 4 van het bovenvermelde samenwerkingsakkoord van 29 april 2004 wordt vastgesteld overeenkomstig de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008.

Art. 3. Het overschot van niet-gebruikte punten kan, na overleg tussen de betrokken Ministers, overgedragen worden tussen subsectoren.

Brussel, 14 maart 2008.

Vanwege de Regering van de Franse gemeenschap :

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting belast met Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Kinderwelzijn en Hulpverlening aan de Jeugd,
Mevr. C. FONCK

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1352

[2008/201287]

21 MARS 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant de compléter l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006 décidant la mise en révision du plan de Tournai-Leuze-Péruwelz et adoptant l'avant-projet de révision de plan en vue de l'inscription d'une zone de loisirs, de zones de parc, de zones forestières, de zones d'espaces verts et de zones agricoles à Antoing et Péruwelz, en vue de définir des compensations complémentaires en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 32, 37, 38, 42 à 46;

Vu l'arrêté royal du 24 juillet 1981 établissant le plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz modifié notamment par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 juillet 1991 et par arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2003;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006 décidant la mise en révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 44/3), adoptant l'avant-projet de révision de plan en vue de l'inscription d'une zone de loisirs, de zones de parc, de zones forestières, de zones d'espaces verts et de zones agricoles à Antoing et Péruwelz et le projet de contenu de l'étude d'incidences;

Considérant que cet arrêté a été publié au *Moniteur belge* le 30 juin 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision de plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz (planche 44/3) en vue de l'inscription d'une zone de loisirs, de zones de parc, de zones forestières, de zones d'espaces verts et de zone agricoles à Antoing et Péruwelz;

Considérant que l'ampleur et degré de précision des informations que doit comprendre l'étude d'incidences de plan au sens de l'article 42, alinéa 2 du Code sont annexés à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2006;

Considérant que cet arrêté a été publié au *Moniteur belge* le 13 septembre 2006;

Vu l'article 5 du décret du 20 septembre 2007 insérant à l'article 42, alinéa 2 du Code un 10°bis rédigé comme suit : " 10°bis les compensations proposées par le Gouvernement en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3°;"

Considérant que cette disposition réglementaire est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2007, soit plusieurs mois après la notification du marché de services relatif à l'étude d'incidences que le Gouvernement wallon fait réaliser sur l'avant-projet de révision du plan de secteur qu'il a adopté le 27 avril 2006;

Considérant que la disposition transitoire prévue dans le décret du 20 septembre 2007 ne peut être appliquée car le projet de révision du plan de secteur n'a pas été approuvé provisoirement par le Gouvernement avant le 1^{er} décembre 2007;

Considérant, en conséquence, que l'étude d'incidences doit être complétée sur ce point afin de se conformer au prescrit légal;

Considérant que le Gouvernement wallon a décidé de compenser l'inscription des 90 ha de nouvelles zones qu'il projette de destiner à l'urbanisation par :

- la modification de 67,47 ha de zones existantes destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation;
- la création d'un accès direct vers la N52 par la grand-route pour le trafic lié à l'exploitation de la sablière; le financement de cette voirie serait pris en charge par l'opérateur du Centre, déduction faite, le cas échéant, de la partie subventionnée;
- la desserte par bus entre les gares et le Centre; le financement de ces dessertes serait pris en charge par l'opérateur du Centre, déduction faite, le cas échéant, de la partie prise en charge par les TEC;
- la constitution d'une convention entre la Division Nature et Forêt de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et une ASBL de valorisation et de gestion du domaine, aux fins d'assurer une gestion environnementale des biotopes intéressants présents au sein du domaine supportant le centre et d'élaborer un plan de gestion, le centre européen des sports de nature et de glisse assurant une dotation annuelle à ladite ASBL dont la composition, le domaine spatial d'intervention et les champs d'action, les modalités de gestion administrative et la dotation seront à définir avec les partenaires. Cette convention sera soumise à l'approbation du Gouvernement au plus tard à la date d'adoption définitive de la révision du plan de secteur Tournai-Leuze-Péruwelz;

Considérant que certaines de ces compensations ont été analysées dans le cadre de l'étude d'incidences, notamment les compensations planologiques prévues dans le périmètre de révision du plan de secteur; que, dans le cadre du volet mobilité, le principe de l'accès direct vers la N52 a été abordé;

Considérant, par ailleurs, qu'il ressort de l'étude d'incidences que la création d'un accès direct vers la N52 par la grand-route occasionnerait des nuisances négatives non négligeables en termes de charroi pour les riverains du hameau de Vezoncheau;

Considérant que la Commission régionale de l'aménagement du territoire a formulé dans ses avis des 12 juin 2007, 13 juillet 2007 et 27 novembre 2007 des observations sur l'inscription en zone non urbanisable de la zone d'extraction qui avait fait l'objet de la révision du plan de secteur définitivement adoptée le 22 juin 2003;

Considérant, au vu de ces éléments et sans préjuger de la décision que le Gouvernement wallon prendra au moment d'adopter le projet de plan de secteur, qu'il apparaît nécessaire, à ce stade la procédure, de fixer dès à présent des compensations planologique et alternative complémentaires à celles qui ont été arrêtées le 27 avril 2006 et d'en faire étudier les incidences sur l'environnement;

Considérant que dans l'hypothèse du maintien en zone d'extraction de terrains qui, dans le cadre de l'avant-projet de révision du plan de secteur adopté le 27 avril 2006, avaient été comptabilisés dans les 67,47 ha affectés en zones non destinées à l'urbanisation, il est opportun de prévoir une compensation planologique complémentaire;

Considérant que le choix du Gouvernement wallon s'est porté sur la modification d'une partie de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur en zone d'espaces verts et en zone naturelle au sud-est du village de Maubray;

Considérant que le site de la sablière de Maubray est répertorié comme site de grand intérêt biologique;

Considérant qu'elle est située à proximité du périmètre de la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz que le Gouvernement a initiée le 27 avril 2006;

Considérant que l'inscription d'une zone non urbanisable en périphérie du périmètre de révision contribue à réduire l'impact de l'urbanisation sur le voisinage et participe à la politique de conservation de la nature que le Gouvernement wallon entend mettre en œuvre;

Considérant qu'il s'indique, outre les modifications planologiques projetées dans le cadre de l'avant-projet de révision de plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz adopté le 27 avril 2006 d'inscrire une zone d'espaces verts de 1,06 ha et une zone naturelle de 8,52 ha sur des terrains situés en zone de d'extraction;

Considérant, compte tenu des résultats de l'étude d'incidences, qu'il est opportun de fixer une compensation alternative complémentaire; qu'à cet égard, l'aménagement d'un plan d'eau au "Grand Large" en exécution du plan de secteur, dans le but de créer un plan d'eau suffisamment vaste pour y organiser des compétitions nautiques, de renforcer l'offre existante en équipements de loisirs sur le site et de développer des synergies avec le Centre Adeps, permet de contribuer à l'amélioration du cadre de vie;

Considérant que le financement de ces travaux serait pris en charge par l'opérateur du Centre, déduction faite, le cas échéant, de la partie subventionnée;

Considérant que le contenu de l'étude d'incidences adopté par le Gouvernement wallon le 13 juillet 2007 doit, pour ces motifs, être complété afin d'étendre l'ampleur de celle-ci à l'analyse des compensations définies d'une part dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006 et, d'autre part, dans le présent arrêté,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement décide la révision du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz et adopte l'avant-projet de révision de la planche 44/3 en vue d'inscrire une zone d'espaces verts et une zone naturelle sur le territoire de la commune d'Antoing, conformément au plan ci-annexé, au titre de compensations planologiques complémentaires à celles qu'il a proposées dans son arrêté du 27 avril 2006.

Art. 2. Le Gouvernement impose, au titre de compensation alternative complémentaire à celles qu'il a proposées dans son arrêté du 27 avril 2006, l'aménagement d'un plan d'eau au "Grand Large". Le financement de cet aménagement sera pris en charge par l'opérateur du Centre, déduction faite, le cas échéant, de la partie subventionnée. L'opérateur soumettra une convention à l'approbation du Gouvernement au plus tard à la date d'adoption définitive de la modification du plan de secteur Tournai-Leuze-Antoing.

Art. 3. Le Gouvernement décide de compléter le contenu de l'étude d'incidences qu'il a arrêté le 13 juillet 2006, en ce compris les compensations tel que visé à l'article 42, alinéa 2, 10^obis du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Le projet du contenu complété est annexé au présent arrêté.

Art. 4. Le Gouvernement charge le Ministre du Développement territorial de soumettre l'avant-projet de plan et le projet de contenu d'étude d'incidences, pour avis, à la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, à la Division de la Nature et Forêts, au Parc naturel des Plaines de l'Escaut et aux autorités transfrontalières concernées et de le lui représenter ensuite pour adoption.

Namur, le 21 mars 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1352

[2008/201287]

21. MÄRZ 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Entscheidung zur Ergänzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Tournai-Leuze-Péruwelz einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung von einem Freizeitgebiet, von Park-, Forst-, Grün- und Agrargebieten in Antoing und Péruwelz angenommen wurde, um ergänzende Ausgleichsmaßnahmen in Anwendung von Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3^o, des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe zu bestimmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 32, 37, 38, 42 bis 46;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Juli 1981 zur Festlegung des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz, in seiner insbesondere durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Juli 1991 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 2003 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Tournai-Leuze-Peruwelz (Karte 44/3) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung von einem Freizeitgebiet, von Park-, Forst-, Grün- und Agrargebieten in Antoing und Peruwelz und der Inhaltentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung angenommen werden;

In der Erwägung, dass dieser Erlass am 30. Juni 2006 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006, durch den beschlossen wird, über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Peruwelz (Karte 44/3) zwecks Eintragung von einem Freizeitgebiet, von Park-, Forst-, Grün- und Agrargebieten in Antoing und Peruwelz eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführen zu lassen.

In der Erwägung, dass der Umfang und der Genauigkeitsgrad der Informationen, die die Umweltverträglichkeitsprüfung im Sinne von Artikel 42, 2. Absatz des Gesetzbuches enthalten muss, in der dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2006 beigefügten Anlage festgelegt sind;

In der Erwägung, dass dieser Erlass am 13. September 2006 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist;

Aufgrund des Artikels 5 des Dekrets vom 20. September 2007, durch den eine wie folgt verfasste Nr. 10^obis in den Artikel 42, 2. Absatz des Gesetzbuches eingefügt wird: "10^obis die von der Regierung in Anwendung von Art. 46, § 1, Absatz 2, 3^o, vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen;"

In der Erwägung, dass diese vorschriftsmäßige Bestimmung am 1. Dezember 2007 in Kraft getreten ist, d.h. mehrere Monate nach der Notifizierung des Dienstleistungsauftrags betreffend die Umweltverträglichkeitsprüfung, die die Wallonische Regierung über den am 27. April 2006 von ihr verabschiedeten Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans hat durchführen lassen;

In der Erwägung, dass die im Dekret vom 20. Dezember 2007 vorgesehene Übergangsbestimmung nicht angewandt werden kann, da die Regierung den Entwurf zur Revision des Sektorenplans nicht vor dem 1. Dezember 2007 vorläufig gutgeheißen hat;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend diesen Punkt demnach ergänzt werden muss, um den gesetzlichen Vorschriften zu genügen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschlossen hat, die Eintragung der 90 ha großen neuen Gebiete, die sie der Verstädterung zu widmen vorhat, durch folgende Maßnahmen auszugleichen:

- die Änderung der Zweckbestimmung von 67,47 ha Gebieten, die zur Verstädterung bestimmt waren, und nun nicht mehr zur Verstädterung bestimmt sind;

- die Schaffung eines direkten Zugangs zur N52 durch die Schnellstraße für den mit der Bewirtschaftung der Sandgrube verbundenen Verkehr; die Finanzierung dieser Straße wäre ggf. nach Abzug des bezuschussten Teils vom Operator des Zentrums übernommen;

- die Busverbindung zwischen den Bahnhöfen und dem Zentrum; die Finanzierung dieser Verbindung wäre ggf. nach Abzug des zu Lasten des "TEC" gehenden Teils vom Operator des Zentrums übernommen;

- die Bildung einer Partnerschaft in Form einer Vereinbarung zwischen der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und einer VoE zur Aufwertung und Verwaltung der Domäne, um eine umweltbezogene Verwaltung der interessanten Biotope, die in der das Zentrum aufnehmenden Domäne vorhanden sind, zu gewährleisten, und einen Verwaltungsplan auszuarbeiten; das Europäische Zentrum für Natur- und Gleitsport wird eine jährliche Dotation der besagten VoE gewähren, deren Zusammensetzung, der räumliche Tätigkeitsbereich und die Tätigkeitsfelder, die Modalitäten für die administrative Verwaltung und die Dotation mit den Partnern zu bestimmen sein werden. Diese Vereinbarung wird spätestens am Tage der endgültigen Annahme der Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz der Regierung zur Genehmigung unterbreitet werden.

In der Erwägung, dass bestimmte o.e. Ausgleichsmaßnahmen im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung geprüft wurden, insbesondere die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen im einer Revision unterzogenen Gebiet des Sektorenplans; dass der Grundsatz des direkten Zugangs zur N52 im Rahmen des Abschnitts betreffend die Mobilität angeschnitten worden ist;

In der Erwägung, dass sich aus der Umweltverträglichkeitsprüfung ebenfalls ergibt, dass die Schaffung eines direkten Zugangs zur N52 via die Schnellstraße bedeutende negative Auswirkungen in Sachen Verkehrsdichte im Weiler Vezoncheau verursachen wird;

In der Erwägung, dass der Regionalausschuss für Raumordnung in seinen Gutachten vom 12. Juni 2007, 13. Juli 2007 und 27. November 2007 Bemerkungen geäußert hat über die Eintragung in ein nicht verstädterbares Gebiet des Abbaugebiets, das Gegenstand der am 22. Juni 2003 endgültig angenommenen Revision des Sektorenplans gewesen war;

In der Erwägung, dass es aufgrund dieser Elemente, und unbeschadet der Entscheidung, die die Wallonische Regierung zum Zeitpunkt der Verabschiedung des Entwurfs zum Sektorenplan treffen wird, in diesem Stadium des Verfahrens als notwendig erscheint, ergänzende raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen als Alternative denjenigen, die am 27. April 2006 beschlossen wurden, zu bestimmen, und deren Auswirkungen auf die Umwelt untersuchen zu lassen;

In der Erwägung, dass es zweckmäßig ist, eine ergänzende raumplanerische Ausgleichsmaßnahme vorzusehen, falls die Gelände, die im Rahmen des am 27. April 2006 angenommenen Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans in den als nicht zur Verstädterung bestimmten Gebieten mit einer Fläche 67,47 ha berechnet worden waren, als Abbaugbiet aufrechterhalten werden;

In der Erwägung, dass sich die Wallonische Regierung für die Änderung eines Teils des im Sektorenplan als Grüngebiet und Naturgebiet südöstlich des Dorfes Maubray eingetragenen Abbaugebiets entschieden hat;

In der Erwägung, dass der Standort der Sandgrube von Maubray als Gebiet von großem biologischem Interesse eingestuft ist;

In der Erwägung, dass dieser Standort in der Nähe des Umkreises der am 27. April 2006 von der Regierung eingeleiteten Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz gelegen ist;

In der Erwägung, dass die Eintragung eines nicht verstädterbaren Gebiets am Rande des von der Revision betroffenen Umkreises dazu beiträgt, die Auswirkungen der Verstädterung auf die Umwelt zu minimieren, und zur Naturerhaltungspolitik passt, die die Wallonische Regierung umsetzen will;

In der Erwägung, dass neben den raumplanerischen Abänderungen, die im Rahmen des am 27. April 2006 angenommenen Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Tournai-Leuze-Péruwelz geplant wurden, die Eintragung eines Grüngebiets von 1,06 ha und eines Naturgebiets von 8,52 ha in Geländen, die sich in einem Abbaugbiet befinden, vorzunehmen ist;

In der Erwägung, dass es aufgrund der Ergebnisse der Umweltverträglichkeitsprüfung zweckmäßig ist, eine ergänzende alternative Ausgleichsmaßnahme zu bestimmen; dass die Einrichtung einer Wasserfläche am Standort "Le Grand Large" in Anwendung des Sektorenplans zur Verbesserung des Lebensumfelds beiträgt, da sie die Schaffung einer Bildung einer Wasserfläche, die für die Organisation von Wassersportveranstaltungen groß genug ist, die Stärkung des bestehenden Angebots an Freizeitausstattung und die Entwicklung von Synergien mit dem Adepten-Entrum ermöglicht;

In der Erwägung, dass die Finanzierung dieser Arbeiten ggf. nach Abzug des bezuschussten Teils vom Operator des Zentrums übernommen wäre;

In der Erwägung, dass der von der Wallonischen Regierung am 13. Juli 2007 angenommene Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung aus diesen Gründen zu ergänzen ist, um deren Umfang auf die Untersuchung der Ausgleichsmaßnahmen auszudehnen, die einerseits im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006, und andererseits im vorliegenden Erlass festgelegt sind,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung beschließt die Revision des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz und verabschiedet den Vorentwurf zur Revision der Karte 44/3 zwecks der Eintragung eines Grüngebiets und eines Naturgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Antoing in Übereinstimmung mit dem beiliegenden Plan als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen zur Ergänzung derjenigen, die sie in ihrem Erlass vom 27. April 2006 vorgeschlagen hat.

Art. 2 - Als alternative Ausgleichsmaßnahme zur Ergänzung derjenigen, die sie in ihrem Erlass vom 27. April 2006 vorgeschlagen hat, wird von der Regierung die Einrichtung einer Wasserfläche am Standort "Le Grand Large" auferlegt. Die Finanzierung dieser Einrichtung wird ggf. nach Abzug des bezuschussten Teils vom Operator des Zentrums übernommen. Diese Vereinbarung wird spätestens am Tage der endgültigen Annahme der Abänderung des Sektorenplans Tournai-Leuze-Antoing vom Operator der Regierung zur Genehmigung unterbreitet.

Art. 3 - Die Regierung beschließt, den von ihr am 13. Juli 2006 festgelegten Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung, einschließlich der Ausgleichsmaßnahmen im Sinne von Art. 42, 2. Absatz, 10^obis des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, zu ergänzen. Der Vorwurf des ergänzten Inhalts wird vorliegendem Erlass beigefügt.

Art. 4 - Die Regierung beauftragt den Minister der räumlichen Entwicklung damit, den Vorentwurf zum Plan und den Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, der Abteilung Natur und Forstwesen, dem Naturpark "Plaines de l'Escaut", und den betroffenen grenzüberschreitenden Behörden zur Begutachtung zu unterbreiten, und ihn ihr danach erneut zur Annahme vorzulegen.

Namur, den 21. März 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1352

[2008/201287]

21 MAART 2008. — **Besluit van de Waalse Regering tot aanvulling van het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2006 tot herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings van een recreatiegebied, parkgebieden, bosgebieden, groengebieden en landbouwgebieden te Antoing en Péruwelz, met het oog op de bepaling van aanvullende compensaties overeenkomstig artikel 46, § 1, lid 2, 3^o, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 32, 37, 38, 42 tot 46;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 april 1981 tot oprichting van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz, inzonderheid gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 juli 1991 en bij het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2003;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2006 tot herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 44/3), tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings van een recreatiegebied, parkgebieden, bosgebieden, groengebieden en landbouwgebieden te Antoing en Péruwelz en het inhoudelijk ontwerp van milieueffectenonderzoek;

Overwegende dat dat besluit bekend is gemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op 30 juni 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006 waarbij beslist wordt een effectenonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz (blad 44/3) met het oog op de opnemings van een recreatiegebied, parkgebieden, bosgebieden, groengebieden en landbouwgebieden te Antoing en Péruwelz;

Overwegende dat de omvang en de graad van nauwkeurigheid van de gegevens die opgenomen moeten zijn in het milieueffectenonderzoek voor een gewestplan in de zin van artikel 42, lid 2, van het Wetboek, als bijlage opgenomen zijn bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2006;

Overwegende dat dat besluit bekend is gemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op 13 september 2006;

Gelet op artikel 5 van het decreet van 20 september 2007 tot invoeging van een 10^obis in artikel 42, lid 2, van het Wetboek, luidend als volgt : "10^obis de compensaties voorgesteld door de Regering overeenkomstig artikel 46, § 1, lid 2, 3^o;;";

Overwegende dat die regelgevende bepaling in werking is getreden op 1 december 2007, namelijk verschillende maanden na kennisgeving van de overheidsopdracht voor aanneming van diensten betreffende het milieueffectenonderzoek dat de Waalse Regering laat doorvoeren in verband met het voorontwerp van herziening van het gewestplan dat zij op 27 april 2006 aannam;

Overwegende dat de overgangsbepaling van het decreet van 20 september 2007 niet toegepast kan worden daar de ontwerp-herziening van het gewestplan niet voorlopig aangenomen is door de Regering vóór 1 december 2007;

Overwegende dat het milieueffectenonderzoek bijgevolg aangevuld moet worden op dat punt om te voldoen aan de wettelijke bepalingen;

Overwegende dat de Waalse Regering beslist heeft de opnemings van de 90 ha nieuwe gebieden die ze voor bebouwing wil bestemmen, te compenseren door :

- de omvorming van 67,47 ha bestaande bebouwingsgebieden tot niet-bebouwingsgebieden;

- de aanleg van een rechtstreekse toegang naar de N52 via de grote weg voor het verkeer gebonden aan de ontginning van het zandgebied; de financiering van deze wegen zou ten laste komen van de operator van het centrum na aftrek, in voorkomend geval, van het gesubsidieerde gedeelte;

- de busverbinding tussen de stations en het centrum; de financiering van deze verkeersverbindingen zou ten laste komen van de operateur van het centrum na aftrek, in voorkomend geval, van het door de "TEC" gesubsidieerde gedeelte;

- de sluiting van een overeenkomst tussen de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en een VZW belast met de valorisatie en het beheer van het domein om te zorgen voor een milieubeheer van de interessante biotopen die in het domein waarin het centrum opgericht moet worden, aanwezig zijn en om een beheersplan op te maken, waarbij het Europees Centrum voor natuur- en glijsporten een jaarlijkse dotatie stort aan bovengenoemde VZW, waarvan de samenstelling, de ruimte waarin geïntervenieerd wordt en de actiegebieden, de administratieve beheersmodaliteiten en de dotatie met de partners bepaald zullen moeten worden. Deze overeenkomst zal aan de Regering ter goedkeuring worden voorgelegd uiterlijk op de datum van de definitieve goedkeuring van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz;

Overwegende dat sommige van die compensaties onderzocht zijn in het kader van het milieueffectenonderzoek, meer bepaald de planologische compensaties bepaald in de herzieningsomtrek van het gewestplan; dat het beginsel van de onmiddellijke toegang tot de N52 in het kader van het aspect mobiliteit, besproken is;

Overwegende dat overigens uit het milieueffectenonderzoek blijkt dat de aanleg van een rechtstreekse toegangsweg naar de N52 via de grote weg niet-verwaarloosbare geluidshinder zou veroorzaken in termen van verkeer voor de omwonenden van het plaatsje Vezoncheau;

Overwegende dat de "Commission régionale de l'aménagement du territoire" in haar adviezen van 12 juni 2007, 13 juli 2007 en 27 november 2007 opmerkingen heeft geopperd over de opnemings, in een niet-bebouwingsgebied, van het ontginningsgebied dat het voorwerp was van de herziening van het gewestplan, definitief aangenomen op 22 juni 2003;

Overwegende dat het in dat stadium van de procedure ten opzichte van die gegevens en zonder vooruit te lopen op de beslissing die de Waalse Regering zal treffen op het ogenblik dat het ontwerp-gewestplan aangenomen wordt, nuttig blijkt om nu reeds een planologische en een alternatieve compensatie vast te stellen ter aanvulling op die, welke zijn bepaald op 27 april 2006, en de effecten ervan op het leefmilieu te laten onderzoeken;

Overwegende dat het bij een instandhouding van gronden die in het kader van het voorontwerp van herziening van het gewestplan, aangenomen op 27 april 2006, geteld waren bij de 67,47 ha bestemd als niet-bebouwingsgebieden past om in een bijkomende planologische compensatie te voorzien;

Overwegende dat de keuze van de Waalse Regering de omvorming betrof van een deel van het ontginningsgebied, opgenomen in het gewestplan als groengebied en als natuurgebied in het zuidoosten van het dorp Maubray;

Overwegende dat de locatie van de zandgroeve van Maubray op de lijst voorkomt van de biologisch zeer waardevolle gebieden;

Overwegende dat ze gelegen is in de nabijheid van de omtrek van de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz die de Regering op 27 april 2006 inleidde;

Overwegende dat de opnemings van een niet-bebouwingsgebied aan de rand van de herzieningsomtrek ertoe bijdraagt het effect van de bebouwing op de buurt te verzachten en mee het natuurbehoud waaraan de Waalse Regering uitvoering wil geven, te bevorderen;

Overwegende dat het naast de planologische wijzigingen die in het vooruitzicht zijn gesteld in het kader van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz, aangenomen op 27 april 2006, aangewezen is een groengebied van 1,06 ha en een natuurgebied van 8,52 ha op te nemen op gronden gelegen in het ontginningsgebied;

Overwegende dat het rekening houdend met de resultaten van het effectenonderzoek past een bijkomende alternatieve compensatie vast te leggen; dat de aanleg van een waterplas bij de "Grand Large" ter uitvoering van het gewestplan met het oog op de aanleg van een voldoende ruime plas voor de inrichting van sportwedstrijden, op het opvoeren van het bestaande aanbod aan recreatie-uitrustingen op de locatie en de totstandkoming van samenwerkingsverbanden met het O.C.M.W.-centrum in dat opzicht bij kan dragen tot een betere leefomgeving;

Overwegende dat de financiering van die werken overgenomen zou worden door de operator van het centrum, na aftrek, in voorkomend geval, van het gesubsidieerde deel;

Overwegende dat de inhoud van het effectenonderzoek, aangenomen door de Waalse Regering op 13 juli 2007, om die redenen aangevuld moet worden om de omvang ervan uit te breiden naar het onderzoek van de compensaties bepaald enerzijds bij het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2006 en anderzijds bij dit besluit.

Besluit :

Artikel 1. De Regering beslist tot de herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz en neemt het voorontwerp van herziening aan van blad 44/3 met het oog op de opnemings van een groengebied en een natuurgebied op het grondgebied van de gemeente Antoing, overeenkomstig bijgevoegd plan, als planologische compensaties ter aanvulling van de compensaties die zij voorgesteld heeft in haar besluit van 27 april 2006.

Art. 2. De Regering legt als alternatieve compensatie ter aanvulling van die, welke zij voorgesteld heeft in haar besluit van 27 april 2006, de aanleg op van een waterplas bij de "Grand Large". De financiering van die aanleg wordt overgenomen door de operator van het centrum, na aftrek, in voorkomend geval, van het gesubsidieerde deel. De operator legt een overeenkomst ter goedkeuring aan de Regering voor uiterlijk op de datum van de definitieve goedkeuring van de wijziging van het gewestplan Doornik-Leuze-Antoing.

Art. 3. De Regering beslist tot de aanvulling van de inhoud van het milieueffectenonderzoek die zij bepaald heeft op 13 juli 2006, met inbegrip van de compensaties zoals bedoeld in artikel 42, lid 2, 10^obis van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium. De aangevulde ontwerp-inhoud wordt bij dit besluit gevoegd.

Art. 4. De Waalse Regering belast er de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling mee bovengenoemde ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek voor advies voor te leggen aan de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, aan de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable", aan de Afdeling Natuur en Bossen, aan het Natuurpark "Plaines de l'Escaut" en aan de betrokken grensoverschrijdende overheden ter goedkeuring voor te leggen en het hem daarna opnieuw ter aanneming voor te leggen.

Namen, 21 maart 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE